

Introduction

« Si tu ne te repens pas de ta conduite honteuse et si tu ne changes pas, je t’enverrai dans un *reformatorio*.” C’est effectivement ce que fit son père. D’après elle, le *reformatorio* était un enfer. Elle tenta de se suicider¹. » Dans la littérature espagnole contemporaine, les exemples abondent qui attestent de l’image sombre véhiculée par les maisons de redressement (*reformatorios*), repoussoirs brandis depuis longtemps par l’autorité parentale face à une progéniture turbulente. L’usage même du terme *reformatorio* est attesté pour la première fois par le dictionnaire de la *Real Academia Española* en 1925. De 1737 à 1914, le mot est un adjectif qualifiant ce qui réforme, arrange, corrige. Ce n’est qu’au milieu des années 1920 que le substantif apparaît : il désigne alors « un établissement dans lequel on tente, par des moyens éducatifs sévères, de modifier l’inclination au vice de quelques jeunes ». Dès la deuxième moitié du XIX^e siècle cependant, quelques institutions de correction et de réforme ont été créées (*casas de corrección*, *correccionales* ou *escuelas de reforma*). Mais il a fallu attendre 1883 pour que soit fondé, dans les environs de Madrid, le premier établissement spécifiquement destiné à accueillir des mineurs délinquants et indisciplinés. Les maisons de redressement se sont multipliées à partir de la fin des années 1910, dans le sillage des tribunaux pour enfants qui, sur le modèle étatsunien et comme dans d’autres pays occidentaux, venaient d’être institués. L’idée fondamentale est que le mineur est différent de l’adulte et qu’au lieu de le punir, on doit bien plutôt le traiter, le rééduquer, le transformer. Les mesures éducatives que prescrit le tribunal pour enfants sont appliquées dans des établissements créés à cet effet, les *reformatorios*.

Si les *reformatorios* sont, dans la mémoire collective, entourées d’une légende noire, ils ne sont que peu étudiés par la littérature scientifique. L’essentiel des publications traitant directement du sujet émanent des ordres religieux qui étaient chargés de la gestion des institutions, comme les Tertiaires capucins. C’est à ces derniers que les autorités espagnoles ont confié les maisons de redressement les plus importantes, à mesure qu’elles étaient fondées. Cette position de monopole est aussi historiographique :

1. BAROJA P., *Desde la última vuelta del camino*, Barcelone, Planeta, 1970, p. 1337.

les nombreux ouvrages qui ont été écrits sur l'histoire des Tertiaires capucins sont dus aux historiens officiels de l'ordre, au premier rang desquels figure Tomás Roca Chust, auteur d'une monumentale *Historia de la congregación des Tertiaires capucins* en huit volumes². Religieux eux-mêmes, ces auteurs sont les seuls à avoir eu le privilège d'accéder aux archives de la congrégation et ont produit une histoire hagiographique, à usage interne³. Les historiens de « l'éducation sociale » ou « spécialisée » se sont également intéressés aux *reformatorios* mais en n'abordant pas la période franquiste en elle-même⁴. Des études monographiques existent, en psychologie⁵ ou en histoire⁶, mais elles se fondent toutes sur des sources de seconde main, originellement publiées par les Tertiaires capucins. On sait en définitive peu de choses sur les *reformatorios* de l'époque franquiste : l'abondante production historiographique relative à cette période les a abordés de façon seulement connexe et périphérique. Le champ de l'enfance et de la jeunesse marginale recoupe en effet en partie, mais en partie seulement, celui de la pauvreté et de l'assistance, désormais bien balisé⁷, et celui des « enfants perdus du franquisme », dont le destin a été reconstitué

2. ROCA CHUST T., *Historia de la Congregación de Religiosos Terciarios Capuchinos de Nuestra Señora de los Dolores*, Madrid, Gráficas Lersi, 1968, 8 vol. ; *idem.*, *Historia de la obra de los tribunales tutelares de menores de España*, Madrid, Tribunales Tutelares de Menores, 1968 ; *idem.*, *Condicionamientos del niño y del adolescente en su desarrollo biopsíquico que justifica la jurisdicción especial de los Tribunales de Menores y sus instituciones auxiliares*, Madrid, s. n., 1970 ; *idem.*, *La obra de Protección de Menores y los Tribunales Tutelares en España*, Madrid, 1970 ; *idem.*, *La casa del Salvador de Amurrio y sus métodos psicopedagógicos*, Vitoria, Diputación Foral de Álava, 1970.
3. GONZÁLEZ PÉREZ F. (TC), « La Congregación de Religiosos Terciarios Capuchinos en la Historia de la Psicología Española », *Psychologia Latina*, 2011, vol. 2, n° 1, p. 11-46 ; VIVES AGUILLELLA J. A., *Manual de historia de la congregación: Terciarios Capuchinos (1889-2002)*, Rome, J. Vives, 2005.
4. PALACIOS SÁNCHEZ J., *Menores marginados: perspectiva histórica de su educación e integración social*, Madrid, CSS, 1997.
5. MESTRE ESCRIVÁ M. V. *et al.*, « La obra tutelar de la Congregación de Terciarios Capuchinos en Valencia: estadística de factores influyentes en la conducta de menores institucionalizados (1939-1949) », *Iberpsicología: Revista Electrónica de la Federación española de Asociaciones de Psicología*, 2005, vol. 10, n° 5, p. 8 ; NÁCHER PONS M. J. *et al.*, « Aportación de los Terciarios Capuchinos a la evaluación psicológica de menores desadaptados », *Revista de historia de la psicología*, 2004, vol. 25, n° 4, p. 67-82 ; SÁNCHEZ VÁZQUEZ V., *La exploración psicológica en las casas de observación de los tribunales tutelares de menores: (1918-1943)*, Cordoue, Universidad de Córdoba, 1996 ; SÁNCHEZ VÁZQUEZ V. et GUIJARRO GRANADOS T., « Apuntes para una historia de las instituciones de menores en España », *Revista de la Asociación Española de Neuropsiquiatría*, 2002, vol. 22, n° 84, p. 121-138 ; GUIJARRO GRANADOS T., SANZ LÓPEZ Y. et SÁNCHEZ VÁZQUEZ V., « La observación psicológica en los tribunales para niños en España (1889-1975). Los Terciarios Capuchinos y la psicología », *Revista de la Asociación Española de Neuropsiquiatría*, 2004, vol. 24, n° 92, p. 113-130.
6. MONTERO PEDRERA A. M., « Las escuelas de reforma en España y la reeducación de menores: una mirada retrospectiva en sus orígenes », *Cuestiones pedagógicas. Revista de ciencias de la educación*, 1997, n° 13, p. 53-60 ; *idem.*, « Luis Amigó y Ferrer, los Terciarios Capuchinos y la protección de menores », *EA, Escuela abierta: revista de Investigación Educativa*, 2008, n° 11, p. 167-189 ; *idem.*, « El inicio de la reeducación de menores: la labor pedagógica de los Terciarios Capuchinos », *Andalucía en la historia*, 2015, n° 49, p. 18-21 ; PALACIOS SÁNCHEZ J., *op. cit.*, p. 213.
7. Parmi un nombre important de publications, nous renvoyons par exemple aux travaux de Fernando Sánchez Marroyo sur l'enfance orpheline sous le franquisme, d'Irene Palacio Lis et Cándido Ruiz Rodrigo sur l'enfance marginale à Valence ou d'Ángela Cenarro Lagunas sur l'Auxilio Social.

par Ricard Vinyes⁸. Par ailleurs, il existe maintenant un certain nombre d'études empiriques portant sur l'histoire des tribunaux pour mineurs dans différents pays occidentaux, qui permettent de voir comment les jeunes déviants étaient effectivement traités par le système judiciaire et les institutions correctives⁹. On connaît ainsi mieux la genèse des tribunaux pour mineurs espagnols durant la première moitié du xx^e siècle¹⁰. Plusieurs études monographiques précieuses ont également dessiné les contours de la délinquance juvénile sous le « premier franquisme », en Catalogne essentiellement¹¹.

Une histoire des maisons de redressement espagnoles qui ne soit pas dépendante du récit mythique et officiel des congrégations religieuses restait donc à écrire. Cette lacune tient principalement au fait que les archives de ces institutions sont difficilement localisables ou accessibles, soit qu'elles aient été détruites, soit qu'elles soient toujours aux mains d'ordres religieux qui ne souhaitent pas en autoriser l'accès. C'est le cas des Tertiaires capucins qui, au siège romain de la congrégation, conservent jalousement la documentation de presque tous les *reformatorios* dont ils avaient la charge. L'étude que nous proposons ici se fonde sur un corpus de sources qu'il a été difficile de rassembler et qui sont en grande partie inédites. Malgré les efforts déployés, il a en effet été possible de localiser et d'accéder aux archives de deux maisons de redressement seulement : l'Asilo Durán de Barcelone et la Colonia San Vicente Ferrer de Valence. Ces fonds ne contiennent que peu de documents relatifs à la vie quotidienne des établissements. En revanche, la quasi-totalité des dossiers personnels de pensionnaires a été conservée ; 2 300 d'entre eux (2 150 concernant des garçons, 150 des filles) ont été dépouillés. Le choix a été fait de croiser ces

8. VINYES R., *Irredentas: las presas políticas y sus hijos en las cárceles de Franco*, Madrid, Temas de Hoy, 2002 ; VINYES R. et ARMENGOU M., *Los niños perdidos del franquismo*, Barcelone, Plaza & Janés, 2002.

9. Pour un état de la question récent, voir TRÉPANIER J. et ROUSSEAU X. (dir.), *Youth and Justice in Western States, 1815-1950: From Punishment to Welfare*, Cham, Palgrave Macmillan, 2018.

10. GONZÁLEZ FERNÁNDEZ M., « Los tribunales para niños: creación y desarrollo », *Historia de la educación. Revista interuniversitaria*, 1999, n° 18, p. 111-125 ; MIGUELENA TORRADO J., DÁVILA BALSERA P. et NAYA GARMENDIA L. M., « Los inicios transnacionales de los derechos de la infancia (primer tercio del siglo xx) », *Espacio, Tiempo y Educación*, 2021, vol. 8, n° 1, p. 121-145. L'ouvrage le plus complet, en partie fondé sur des sources de première main, et le plus récent, est ANDERSON P., *The Age of Mass Child Removal in Spain: Taking, Losing, and Fighting for Children, 1926-1945*, Oxford, Oxford University Press, 2021.

11. AGUSTÍ I ROCA C., « El reloj moral del menor extraviado. La justicia franquista y los Tribunales Tutelares de Menores », MIR CURCÓ C. (dir.), *Jóvenes y dictaduras de entreguerras: propaganda, doctrina y encuadramiento: Italia, Alemania, Japón, Portugal y España*, Lleida, Milenio, 2007, p. 243-278 ; *idem.*, « "Golfillos de la calle": menores, marginación y control social durante el primer franquismo a través de los expedientes del Tribunal Tutelar de Menores de Lleida », NAVAJAS ZUBELDIA C. et ITURRIAGA BARCO D. (dir.), *Novísima: II Congreso Internacional de Historia de nuestro tiempo*, Logroño, Universidad de La Rioja, 2010, p. 309-322 ; *idem.*, « Marginación, coerción y consentimiento en la inmediata posguerra. Una mirada a través de la jurisdicción de menores », RODRÍGUEZ BARREIRA O. J. (dir.), *El Franquismo desde los márgenes: campesinos, mujeres, delatores, menores...*, Almería, Editorial Universidad de Almería, 2013, p. 187-203.

dossiers personnels, qui se résument souvent à des fiches cartonnées de petit format contenant des informations basiques, avec d'autres archives inédites, à savoir les dossiers personnels des tribunaux pour mineurs de Barcelone et de Valence, beaucoup plus développés et riches. Ont été adjointes des sources législatives et administratives (archives du Conseil supérieur de protection des mineurs, très peu connues des chercheurs) pour reconstituer le cadre réglementaire et le cadre institutionnel de la prise en charge de la jeunesse déviante. Enfin, une dizaine d'entretiens ont été menés entre 2008 et 2010 avec d'anciens pensionnaires de l'Asilo Durán et de la Colonia San Vicente Ferrer (neuf hommes, une femme).

Le présent livre est la version remaniée d'une thèse de doctorat soutenue en 2012 et dont la publication a malheureusement été longtemps retardée pour des raisons familiales et professionnelles, en l'occurrence de lourdes responsabilités administratives à l'université¹². Dans une perspective d'histoire sociale, il consiste en une étude « par le bas » du destin d'enfants et d'adolescents envoyés en maisons de redressement de 1939 à 1975, qui confronte la norme produite par l'État franquiste en matière de déviance juvénile aux réalités de la prise en charge des mineurs dans deux institutions particulières, l'Asilo Durán et la Colonia San Vicente Ferrer. L'histoire sociale est désormais en Espagne un champ riche et fécond, qui a contribué depuis le début des années 2000 au renouvellement de l'historiographie du franquisme¹³. On est désormais loin de la « période de sécheresse » (Julián Casanova) qu'elle avait connue dans les années 1980, en raison de l'autarcie intellectuelle qui avait prévalu sous le franquisme et de l'histoire très militante développée par le mouvement ouvrier après la mort du dictateur¹⁴. Des études d'histoire locale et l'importation de questionnements tirés d'historiographies étrangères ont permis d'accumuler des connaissances précieuses sur les mécanismes de mise en œuvre de la répression sociale et politique, sur la Phalange, le personnel politique local ou la nature du régime franquiste¹⁵. Dans les années 2000, plusieurs historiens désireux de répondre à la question fondamentale consistant à savoir comment le franquisme, avec d'autres États fascistes, totalitaires ou fascisés nés dans l'Europe de l'entre-deux-guerres, avaient pu naître, s'installer et

12. NUQ A., *La rééducation des jeunes déviants dans les maisons de redressement de l'Espagne franquiste (1939-1975)*, thèse de doctorat, Aix-Marseille Université, 2012.

13. Pour un état de la question global, voir RICHARD É. et VORMS C., « Transition historiographique? Retour sur quatre-vingts ans d'histoire de l'Espagne, de la Seconde République à la transition », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2015/3, n° 127, p. 13-41.

14. CENARRO LAGUNAS Á., « La Historia desde abajo del Franquismo », RODRÍGUEZ BARREIRA O. J. (dir.), *El Franquismo desde los márgenes...: campesinos, mujeres, delatores, menores...*, Almería, Universidad de Almería, 2013, p. 29-44 ; LATORRE MANGLANO D., « El franquismo "desde abajo": un estado de la cuestión en torno a la Historia Social, el trabajo y la clase obrera en el desarrollismo franquista », *Cuadernos de Historia Contemporánea*, 2022, vol. 44, p. 291-300.

15. RODRÍGUEZ BARREIRA O. J., « La historia local y social del franquismo en la democracia, 1976-2003. Datos para una reflexión », *Historia social*, 2006, n° 56, p. 153-176.

se maintenir au pouvoir¹⁶, ont choisi d'approcher les relations entre l'État et la société « par le bas », en se centrant sur la vie quotidienne des gens ordinaires¹⁷. Inspirés par l'historiographie du nazisme, du fascisme et de la RDA, leurs travaux – avec lesquels la présente étude entre en résonance – sont fondés sur la conviction que seule une approche microhistorique peut permettre d'observer les interactions microsociales qui font la trame de la vie quotidienne et de mesurer les effets sociaux de la violence et de l'autarcie, ainsi que la pluralité des attitudes sociales pendant la dictature¹⁸. Mais contrairement à la majorité des travaux disponibles, qui concernent la période de la guerre civile (1936-1939) et de l'après-guerre (*Posguerra*, 1939-1951), et délaissent par exemple les années 1950, considérées comme une simple étape de transition entre l'après-guerre et le fort développement économique des années 1960, nous avons souhaité embrasser la totalité de la période de la dictature franquiste (1939-1975) pour tâcher de mieux en saisir la nature complexe, dynamique et variable¹⁹. Les sources rassemblées le permettent, même si le volume le plus important concerne le « premier franquisme²⁰ » : les archives du Conseil supérieur de protection des mineurs ou les dossiers personnels des pensionnaires des pensionnaires de l'Asilo Durán et de la Colonia San Vicente Ferrer, toujours conservées par les congrégations religieuses qui géraient ces institutions et auxquelles nous avons exceptionnellement eu accès, couvrent en effet la période 1939-1975.

À la fin de la guerre civile, en avril 1939, Franco hérite d'un dispositif de prise en charge des jeunes dits « difficiles » mis en place au début du xx^e siècle, que la dictature de Primo de Rivera (1923-1930) et la Seconde République (1931-1939) n'ont que peu modifié. Le pays est profondément divisé et la situation sociale, démographique et alimentaire est critique ; les vainqueurs ont pour volonté de contrôler totalement le pays et d'écraser les vaincus. On peut penser que le « Nouvel État » utilise ce vaste système de prise en charge de la jeunesse déviante pour mener à bien ses objectifs

16. COBO ROMERO F., « Los apoyos sociales a los regímenes fascistas y totalitarios de la Europa de entreguerras. Un estudio comparado », *Historia social*, 2011, n° 71, p. 61-87.

17. HERNÁNDEZ BURGOS C., « Tiempo de experiencias: el retorno de la "Alltagsgeschichte" y el estudio de las dictaduras de entreguerras », *Ayer*, 2019, n° 113, p. 303-317.

18. HIGHMORE B., *Ordinary Lives: Studies in the Everyday*, New York, Routledge, 2011 ; LÜDTKE A. (dir.), *Everyday Life in Mass Dictatorship: Collusion and Evasion*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2016 ; STEEGE P. (dir.), « The History of Everyday Life: a Second Chapter », *The Journal of Modern History*, 2008, vol. 80, n° 2, p. 358-378. Pour ce qui concerne le franquisme, voir HERNÁNDEZ BURGOS C. et FUERTES MUÑOZ C., « Conviviendo con la dictadura. La evolución de las actitudes sociales durante el franquismo (1936-1975) », *Historia social*, 2015, n° 81, p. 49-65.

19. DEL ARCO BLANCO M. Á. et HERNÁNDEZ BURGOS C. (dir.), *Esta es la España de Franco: los años cincuenta del franquismo (1951-1959)*, Saragosse, Prensas de la Universidad de Zaragoza, 2020 ; MATEOS LÓPEZ A. (dir.), *La España de los cincuenta*, Madrid, Eneida, 2008.

20. Dans les centres d'archives publiques, un délai de 50 ans doit en général s'être écoulé après la fermeture du dossier personnel pour que ce dernier puisse être consulté (*Ley del Patrimonio Histórico Español*, 16/1985 du 25 juin 1985). C'est le cas du fonds du *Tribunal Tutelar de Menores* de Barcelone, conservé à l'*Arxiu Central dels Jutjats de la Ciutat de la Justícia de Barcelona*, et de celui du *Tribunal Tutelar de Menores* de Valence, consultable à l'*Arxiu Històric de la Comunitat Valenciana*.

politiques et idéologiques. Dans ce contexte, le dispositif de redressement et de protection de l'enfance est-il transformé ou simplement retouché? Le régime met-il en place de nouveaux outils répressifs et avec quelle efficacité? Entre proclamations, pesanteurs historiques et contraintes conjoncturelles, quelle est la part réelle de la nouveauté et de l'innovation, du retour à l'ancien et des réponses traditionnelles, des accommodements avec la réalité? Ce travail a également pour but de contribuer à une analyse sociale de la dictature franquiste, en analysant et en historicisant la norme produite en matière de gestion de la déviance et de politique de la jeunesse durant les 36 années qu'a duré le régime. Qui sont les jeunes dont on considère qu'ils doivent être internés en maison de redressement pour y être rééduqués? De quel milieu social viennent-ils? Quelles sont les pratiques considérées comme déviantes et quelles réponses institutionnelles sont apportées?

Il s'agira en définitive de voir en quoi la prise en charge de la déviance juvénile en Espagne de 1939 à 1975 peut être qualifiée de « franquiste » au sens politique, idéologique, social et culturel du terme. À partir d'octobre 1936, Franco réunit les titres de chef de l'État, de chef du gouvernement et de Généralissime des armées; à partir de 1937, il est aussi le chef du Parti unique. Il inaugure en Espagne une forme nouvelle de l'exercice du pouvoir puisque l'expression de la souveraineté nationale se résume à sa seule volonté (« une Patrie, un État, un Caudillo »). Franco va en user pour proclamer une transformation totale de l'État et de la société espagnole. Son but avéré est de gommer de l'histoire du pays « l'influence néfaste du libéralisme » qui, depuis le XIX^e siècle, aurait envahi l'essence véritable de l'âme espagnole. Pour ce faire, les insurgés et leurs appuis cherchent à construire, sinon un nouvel État, en tout cas un nouvel ordre bâti sur les valeurs qu'ils défendent. Dans ce contexte, les maisons de redressement paraissent constituer un outil formidable pour contrôler les consciences et modeler les esprits, pour extirper le virus « rouge » des familles républicaines et annihiler les « déviances marxistes » du corps social en agissant sur sa composante la plus malléable et la plus fragile : la jeunesse marginale. Quelle est effectivement la place de l'éducation spécialisée dans le projet de création d'une « nouvelle communauté nationale »? Par ailleurs, l'Espagne des années 1940 est un pays ruiné et décimé. Les destructions liées à la guerre civile sont aggravées par les répercussions du conflit mondial et par les effets de la politique d'autarcie économique mise en place par le régime. Les conséquences sociales sont dramatiques : mal nourris, mal vêtus, mal chaussés, une grande partie des Espagnols vivent dans une situation proche de la misère. Cet après-guerre long et très difficile, synonyme de pénurie, de marché noir, de pauvreté généralisée et de maladie, reste gravé dans la mémoire collective. La conjoncture dramatique des « années de la faim » (« *años del hambre* », 1936-1951) modifie-t-elle la fonction des *reformatorios*, dont le rôle est de redresser la jeunesse dangereuse mais aussi de

protéger les mineurs en danger? En d'autres termes, il s'agit de mesurer le degré d'inventivité du franquisme, dans le domaine de la répression mais aussi de l'assistance sociale, et de contribuer aussi aux réflexions touchant à la nature du régime, longuement débattue par l'historiographie. Nous nous demanderons aussi si la prise en charge de la déviance juvénile par la dictature fait évoluer l'image noire des maisons de redressement, en lui conférant une dimension politique jusque-là absente. Dans le cadre des débats mémoriels et politiques liés à la naissance du mouvement de « récupération de la mémoire historique²¹ », au début des années 2000, du scandale dit des « bébés volés²² » et de la mise en cause de l'attitude de l'Église catholique, accusée d'avoir occulté de nombreux cas d'abus sexuels commis par des prêtres dans différents types d'institutions, les anciens pensionnaires des *reformatorios* se considèrent-ils comme des victimes de la répression franquiste?

21. En français, on pourra lire BABY S., « Sortir de la guerre civile à retardement : le cas espagnol », *Histoire@Politique*, 2007, vol. 3, p. 12; *idem*, « Les victimes oubliées de la transition espagnole », *Histoire@Politique*, 2016/2, n° 29, p. 88-104; MICHONNEAU S., « “Récupérer la mémoire historique” par la loi? L'impossible justice transitionnelle espagnole », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 2020/3, HS 15, p. 87-105; ROZENBERG D., « Mémoire, justice et... raison d'État dans la construction de l'Espagne démocratique », *Histoire@Politique*, 2007, n° 2, n° 2, p. 7; SMAOUI S., « Domestiquer les normes, repenser le combat : l'internationalisation de la cause des “disparus” du franquisme en Espagne », *Critique internationale*, 2019/1, vol. 82, p. 75-95.

22. ESTESO POVES M. J., *Niños robados: de la represión franquista al negocio*, Madrid, Diagonal, 2012.